

Par e-mail : https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/06/07/les-pays-industriels-ont-choisi-la-croissance-et-le-rechauffement-climatique-et-s-en-sont-remis-a-l-adaptation_6176573_3232.html

« Les pays industriels ont “choisi” la croissance et le réchauffement climatique, et s’en sont remis à l’adaptation »

CHRONIQUE

Jean-Baptiste Fressoz
Historien, chercheur au CNRS

Dès la fin des années 1970, les gouvernements des pays industriels, constatant l’inéluctabilité du réchauffement, ont délibérément poursuivi leurs activités polluantes quitte à s’adapter à leurs effets sur le climat, rappelle Jean-Baptiste Fressoz dans sa chronique.

Publié le 07 juin 2023

L’émotion provoquée par la sortie du ministre de la transition écologique, Christophe Béchu, qui a annoncé « *commencer à construire une trajectoire [de réchauffement] à 4°C* » en vue de la fin du siècle, est assez hypocrite. Que l’objectif des 2°C, et a fortiori celui de 1,5°C, soit pour ainsi dire inatteignable est un secret de polichinelle. Il suffit de considérer les diminutions extraordinairement rapides des émissions qu’il faudrait obtenir pendant les années 2020 pour comprendre le problème.

Mais feindre la surprise donne l’impression d’avoir essayé : l’adaptation serait donc le résultat d’un échec, celui de nos efforts de transition. Or, ce récit moralement reconfortant est une fable. En réalité, l’adaptation a été très tôt choisie comme la stratégie optimale.

Dès novembre 1976, la Mitre Corporation, un groupe de réflexion d’origine militaire proche de la Maison Blanche, organisait un congrès intitulé « Living with Climate Change : Phase II ». Dans son préambule, le rapport passait rapidement sur le réchauffement, considéré comme inexorable. Restait à en évaluer les conséquences sur l’économie américaine. Mitre souhaitait ouvrir « *un dialogue avec les leaders de l’industrie, de la science et du gouvernement* ». Le résultat est impressionnant de prescience, et de désinvolture.

Prescience quand il aborde par exemple le problème de la contraction des sols argileux et de ses effets sur la solidité des bâtiments, une conséquence effectivement coûteuse du réchauffement ; désinvolture, [quand rien n’est dit de l’assèchement du Colorado](#), des incendies de forêt ou des tempêtes en Louisiane. L’agriculture était bien identifiée comme vulnérable mais, à l’échelle des Etats-Unis, ce secteur aurait toujours le moyen de déplacer les zones de production.

Une bataille perdue d'avance

En 1983, le rapport « Changing Climate » de l'Académie des sciences américaine – le titre est révélateur – reprenait cette vision rassurante. Le dernier chapitre reconnaissait l'impact du réchauffement sur l'agriculture, mais comme son poids dans l'économie nationale était faible, cela n'avait pas grande importance. Concernant les « *zones affectées de manière catastrophique* », leur sacrifice était nécessaire pour ne pas entraver la croissance du reste du pays, même s'il faudra probablement les dédommager.

Au Royaume-Uni, un séminaire gouvernemental d'avril 1989 exprimait également bien ce point de vue. La première ministre Margaret Thatcher (1979-1990) avait demandé à son gouvernement d'identifier les moyens de réduire les émissions. Les réponses vont toutes dans le même sens : inutile de se lancer dans une bataille perdue d'avance. On pourrait certes améliorer l'efficacité des véhicules, mais les gains seraient probablement annihilés par ce que [les économistes définissent comme les « effets rebonds »](#). Selon le ministre de l'agriculture, « *pour avoir un effet, les mesures à prendre devraient être si sévères qu'elles auraient des conséquences catastrophiques sur notre compétitivité* ».

Le ministre de l'énergie rappelait que le Royaume-Uni ne représentait que 3 % des émissions et que cette part allait rapidement diminuer avec l'émergence de la Chine et de l'Inde. Des efforts, même héroïques, n'auraient aucun effet perceptible sur le climat. La conclusion s'imposait : « *On ne peut pas faire grand-chose à l'échelle nationale, et même internationale, pour empêcher le réchauffement global. On peut seulement espérer en atténuer les effets et nous y adapter.* »

C'est à cette époque que le Royaume-Uni se prononce contre le projet d'écotaxe européenne. La France, sous l'égide de Michel Rocard, avait d'abord promu ce dispositif – qui avantageait son industrie alimentée au nucléaire – avant de faire volte-face juste avant la conférence sur l'environnement de Rio de 1992. C'est aussi à cette époque que l'économiste William Nordhaus démontrait « *mathématiquement* » le caractère optimal d'un réchauffement de 3,5°C en 2100... Il obtiendra [le « prix Nobel d'économie » en 2018 pour ces travaux](#).

Sans le dire, sans en débattre, les pays industriels ont « choisi » la croissance et le réchauffement, et s'en sont remis à l'adaptation. Cette résignation n'a jamais été explicitée, les populations n'ont pas été consultées, surtout celles qui en seront et en sont déjà les victimes.

Jean-Baptiste Fressoz (Historien, chercheur au CNRS)